

Parti  
communiste  
français

commission Santé  
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

janvier 2014

globule  
rouge  
INFO

## STRATÉGIE NATIONALE SANTÉ UNE PIÈCE DU NOUVEAU MODÈLE SOCIAL !

**A**lors que le mouvement qui est intervenu pour chasser la droite portait avec force l'exigence d'en finir avec la loi « Bachelot » Hôpital, patients, santé territoires, la ministre et les parlementaires socialistes parlent d'une « stratégie nationale santé » et ne remettent pas en cause la loi HPST...

Cela a fait l'objet d'une première mission confiée à M. Couty, puis d'une nouvelle en cours.

Il est beaucoup question de territorialisation, de réunions régionales sans vraies suites démocratiques, de mesures à intégrer dans la prochaine loi de financement de la sécurité sociale.

Mais pendant

ce temps-là, les restructurations de la mise en œuvre de la loi HPST se poursuivent, menées avec détermination et « efficacité » par les directeurs d'ARS confortés dans leurs

« tous pou-

voirs ». C'est d'autant plus vrai que le rôle pivot de l'hôpital est dans les faits remis en cause, que le déplacement sur les collectivités locales, sur le financement par les usagers est accéléré.

C'est une des pièces du nouveau modèle social prôné par le gouvernement au nom de la « compétitivité » des entreprises, dont il faut bien comprendre qu'il

s'agit de préserver les possibilités de profits des grands groupes représentés par le « patron » du Medef qui en redemande toujours plus.

Le groupe CRC au Sénat a raison de proposer un projet de loi mettant en urgence un moratoire de l'application de la loi HPST et permettant d'engager le débat démocratique indispensable pour une vraie grande loi de santé publique.

Il n'est pas question de laisser remettre en cause les principes de la protection sociale issus du programme de la Résistance, d'en finir avec la protection sociale solidaire à la française.

Jean-Luc Gibelin

animateur de la commission  
Santé/protection sociale

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF  
Sylvie Mayer, responsable Économie sociale et solidaire  
ont le plaisir de vous inviter à la rencontre  
**citoyens, militants, candidats, élus locaux**  
comment agir ensemble  
pour la transformation sociale et solidaire de nos territoires ?  
mercredi 22 janvier 2014 - 18h  
espace Niemeyer - 2 place du Colonel-Fabien Paris 19<sup>e</sup> - métro Colonel-Fabien



**18h-19h30 - TRAVAIL EN ATELIERS**

**Santé** : Protection sociale, quelle place de l'économie sociale et solidaire ?  
Animateur : Jean-Luc Gibelin, PCF/Santé

**Associations** (sous l'égide du Cidefe) : Citoyens, élus ensemble pour la démocratie dans les territoires. Animateurs François Auguste, PCF/Vie associative ; Jean-Marc Deschamps/Cidefe

**Finance** (sous l'égide du Cidefe) : Quel rôle de l'ESS dans les territoires pour permettre aux citoyens de s'approprier des pouvoirs sur l'argent, le crédit et les financements ? Animateurs Denis Durand, économiste ; Johan Espézel/Cidefe

**Agriculture** : Quelles actions solidaires et coopératives dans le domaine agricole et de la pêche, pour se réapproprier le contenu de son alimentation ?  
Animateur Xavier Compain, PCF/Agriculture

**Travail** : Reprendre la main sur son travail. Animatrice Véronique Sandoval, PCF/Travail-emploi

**Arc solidaire** (sous l'égide du Cidefe) : Pour un changement social, citoyen et démocratique, promouvoir un réseau de l'économie sociale et solidaire, l'Arc solidaire. Animateurs Jean Huet PCF/Économie sociale ; Jean-Claude Mairal, président du Cidefe

**19h30-20h30**  
pause-repas

**20h30-20h45**  
séance plénière - intervention Pierre Laurent, sénateur, secrétaire national du PCF

**20h45-22h30**  
témoignages et propositions issues des ateliers

en partenariat avec  
le Centre d'Information, de Documentation, d'Étude et de Formation des Élus (Cidefe)  
et le Lieu d'étude sur le mouvement des idées et des connaissances (LEM)

inscription auprès de Sylvie Mayer : 06 81 74 10 13 mayersy@wanadoo.fr  
<http://www.pcf.fr/47480>



la  
commission

**Santé  
protection  
sociale**

et **Activité  
en direction  
des retraité-e-s**

se réunira le  
**samedi 8 février  
de 9H30 à 16H  
au CN du PCF**

merci de confirmer la participation :  
**sante@pcf.fr**

## COLLOQUE BIOÉTHIQUE

Le colloque organisé par les Cahiers de santé publique et de protection sociale et la Fondation Gabriel Péri sur des questions non résolues de bioéthique a été un succès.

Il était placé sous le patronage du Dr Chneiweiss, président du Comité d'éthique de l'INSERM. Le Professeur Axel Kahn, généticien, et le Dr Jean-Antoine Girault, spécialiste des neurosciences, ont fait deux interventions importantes.

Il y a eu 62 inscrits et quasiment autant de participants sur la journée.

La satisfaction était réelle de la part des participant-e-s au regard du contenu de cette journée et des conditions de son organisation.

## PLEINTEMPS EN FICHIER

PleinTemps est la publication de notre commission en direction des retraité-e-s. Elle a une publication régulière. À partir de 2014, elle sera envoyée par courriel de manière prioritaire. Cela diminuera les frais de réalisation et permettra une plus rapide diffusion. Il est important de faire remonter les adresses courriel des camarades qui souhaitent recevoir cette importante publication. Faites les passer à l'adresse : [sante@pcf.fr](mailto:sante@pcf.fr)

### PMA

## le gouvernement ne doit pas céder sur l'égalité

La procréation médicalement assistée (PMA) est un droit réservé aux couples hétérosexuels dont l'extension aux couples de femmes vient d'être enterrée par le gouvernement. Ce renoncement est un coup porté au droit des femmes et à l'égalité entre les couples homosexuels et hétérosexuels.

Prévu initialement dans la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe, la PMA a d'abord été reportée pour figurer dans la loi sur la famille. Céder sur cette question reviendrait à donner l'impression d'un signe d'encouragement aux forces les plus réactionnaires qui ont choisi ce sujet comme fonds de commerce.

Nous refusons de céder sur l'égalité et demandons au gouvernement de revenir sur sa décision. C'est pourquoi nous participerons au rassemblement qui aura lieu ce soir à 19 heures devant le ministère de la Famille.

Ian Brossat, président du groupe PCF/PG au Conseil de Paris, responsable national de la commission LGBT du PCF

Laurence Cohen, sénatrice du Val-de-Marne, responsable nationale de la commission du PCF Droits des femmes

Jean-Luc Gibelin, responsable national de la commission du PCF Santé/protection sociale

Paris, le 6 janvier 2014



### Les Cahiers de Santé Publique et de Protection Sociale

#### BULLETIN D'ABONNEMENT ANNUEL

à adresser au secrétariat des Cahiers : Melle Isabelle Havard  
Centre Municipal de Santé Maurice Ténine  
74 avenue Pierre Larousse - 92240 MALAKOFF

Je souhaite m'abonner à la revue des Cahiers de Santé Publique et de Protection Sociale (4 numéros).

#### Coordonnées à renseigner :

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

E-mail : .....

Tél. : .....

Je joins un chèque de 60 euros à l'ordre des Cahiers de Santé Publique et de Protection Sociale.

Les Cahiers de Santé Publique et de Protection Sociale sont édités par la Fondation Gabriel Péri.

## RÉUNION ÉCONOMIE SOCIALE SOLIDAIRE

L'économie sociale et solidaire est liée historiquement au domaine de la protection sociale notamment par le champ mutualiste. Les évolutions dans le temps ont bouleversé cette situation.

Pour leur part, le PCF et le Front de gauche portent la proposition d'une sécurité sociale solidaire qui prenne en charge à 100% les soins prescrits ce qui modifie sensiblement les réponses et les rôles dans la protection sociale.

Nous proposons, au cours de l'atelier du 22 janvier, de pousser l'échange sur la proposition que nous comptons porter dans le cadre de la campagne des élections européennes de sortir la mutualité de la directive assurances et d'aller plus loin sur la place et le rôle de la mutualité comme partenaire de l'économie sociale dans la prévention et de l'éducation à la santé.

Nous échangerons nos points de vue sur la place donnée à la mutualité dans la loi cadre sur l'Économie sociale et solidaire qui doit passer à l'Assemblée nationale dans quelques semaines

Inscrivez vous auprès de Sylvie Mayer : [mayersy@wanadoo.fr](mailto:mayersy@wanadoo.fr) ou [sante@pcf.fr](mailto:sante@pcf.fr)

PARIS

## RETOUR SUR UNE RÉSISTANCE ! apprivoiser les syndromes d'Ehlers-Danlos

**E**hlers et Danlos décrivent la maladie en 1900. Depuis 2007, le Professeur émérite Claude Hamonet ouvre sa consultation spécialisée Ehlers-Danlos à l'Hôtel Dieu de Paris. Sa cohorte de patients fleure les 1 700 humains, de tous âges, de tous horizons.

L'observation, l'écoute des patients et son esprit de clinicien lui permettent de re-décrire la maladie et de trouver des traitements, seul dans sa consultation en sous-sol du prestigieux Hôtel Dieu de Paris.

Son parcours reste un temps solitaire, jusqu'à l'arrivée de soignants intéressés par ce mystérieux syndrome et ce professeur, médecin de rééducation qui soigne, qui permet aux enfants de quitter leur centre de rééducation pour le milieu ordinaire, aux mamans d'aller chercher leurs enfants à l'école, qui fait reculer la douleur et la souffrance.

La recherche se met en place, parallèlement à la formation des soignants. La salle d'attente est comble et le carnet de rendez-vous se remplit.

Des milliers de patients, leurs familles et les soignants perdent leur espoir d'un avenir un peu meilleur à l'annonce de

la fermeture de la consultation de l'Hôtel Dieu. Une pétition est lancée et 52 000 signatures recueillies, 15 questions posées, la presse écrite édite 22 articles, les patients, les hommes politiques, les soignants inondent de demandes d'explication le ministère des Affaires sociales et de la Santé ainsi que la direction générale de l'AP-HP. Une manifestation est organisée devant le ministère où la délégation est reçue, ensuite les 70 manifestants se rendent au siège de l'APHP. Martin Hirsch, nouvellement nommé à la direction générale, discute même avec les manifestants dans la rue.

La pétition est remise et l'argumentaire pour sauvegarder la consultation est écouté, entendu : la consultation Ehlers-Danlos à l'Hôtel Dieu de Paris est maintenue ! Le professeur Hamonet dispose de 3 années pour organiser une consultation pluridisciplinaire avec des antennes provinciales, les fonds dédiés à la recherche seront accessibles pour le SED et une professionnalisation va se mettre en place par un diplôme interuniversitaire.

Bravo à l'ensemble des acteurs de cette aventure qui a permis la reconnaissance de cette prise en charge.

## parole d'élus

### quand la santé s'invite dans le débat municipal !



par **Thierry Aury**  
conseiller municipal de Beauvais  
tête de la liste *L'humain d'abord*  
initiée par le Front de gauche

**P**our la première fois certainement à Beauvais, les questions de la santé s'invitent dans le débat municipal.

En plein été 2013, c'est tout d'abord une grève bien suivie des personnels de plusieurs secteurs de l'hôpital contre les réductions de personnels prévues dans le cadre « d'un plan de retour à l'équilibre budgétaire en 2 ans ». Objectif : réduire de 2,4 millions euros la masse salariale ! Un audit d'un coût de 300 000 € est chargé de dire où il faut tailler.

C'est un petit « coup de tonnerre » pour cet hôpital dont la direction et la présidente du Conseil de surveillance, la sénatrice-maire UMP de la ville, avaient claironné jusqu'ici qu'il était un bon élève de l'ARS, sans problème financier.

Cette grève, démarrée au laboratoire de l'hôpital contre la non-reconduction d'emplois sous contrats, pose en fait plus largement la question des moyens dont va disposer, dans les années à venir, cet important hôpital qui rayonne désormais sur tout l'ouest du département de l'Oise suite aux fermetures de plusieurs hôpitaux de proximité. Les logiques d'austérité qui se poursuivent télescopent brutalement la réponse aux besoins des populations. Nous voulons mettre devant leurs responsabilités, tous ceux qui prônent la

« baisse des dépenses publiques » et font pour l'heure « silence radio » sur les difficultés de l'Hôpital.

Autre exemple, c'est un travailleur social d'un important quartier populaire qui m'interpelle pour me dire : « Je suis très préoccupé par la dégradation de l'état de santé des habitants de la ZUP. Je suis confronté à des problèmes grandissants d'accès aux soins, avec des gens qui renoncent à se soigner. Je vous pose la question de la création d'un dispensaire municipal ».

C'est aussi l'interrogation de nombreux professionnels de santé sur la démographie médicale avec une baisse continue des effectifs de médecins dont les départs en retraite ne sont plus compensés alors que l'Oise est déjà l'un des départements les plus en manque (210 médecins en activité régulière pour 100 000 habitants).

Nous avons donc décidé de mettre cette question de la Santé au cœur de notre campagne municipale à travers deux axes : développer la bataille pour que l'hôpital public soit doté des moyens suffisants et par exemple soit débarrassé du fardeau des scandaleux frais financiers ; ouvrir en grand le débat sur la création d'un centre municipal de santé, avec l'objectif d'un accès de tous aux soins et d'un travail de prévention sanitaire.



# LA FIÈVRE MONTE

## aux Lilas

Dans un département sinistré du point de vue des structures médicales, la Maternité des Lilas doit rester et vivre aux Lilas !

### APPEL D'ÉLU-E-S EN FAVEUR DU MAINTIEN DE la maternité des Lilas

La Maternité des Lilas, lieu hautement symbolique, est sous le coup d'une délocalisation au Centre hospitalier intercommunal de Montreuil, signant ainsi son arrêt de mort. Cela serait une décision terrible pour le suivi de milliers de femmes, d'autant que le processus de reconstruction a été validé (avec des premiers investissements financiers...) par les autorités compétentes.

La lutte s'est immédiatement organisée, grâce au collectif de défense et aux organisations syndicales permettant d'obtenir des soutiens très larges. De nombreux élu-e-s de gauche, locaux, départementaux, régionaux et nationaux, ont exprimé leur refus de cette mort annoncée.

Malheureusement, Monsieur Claude Évin, directeur de l'ARS, reste sourd au bien fondé des revendications du collectif, mettant à mal le projet de développement amorcé depuis plusieurs années.

Les démarches réitérées auprès de différents responsables, de la ministre de la Santé, n'aboutissant pas, en tant qu'élue-e-s de la République, nous demandons solennellement et en urgence au président de la République, François Hollande, de recevoir une délégation de la Maternité des Lilas. Monsieur Hollande s'était d'ailleurs engagé au maintien de la Maternité des Lilas le 8 mars 2012, lors de la campagne présidentielle.



les cocos dans les collectifs locaux

## POISSY Assises santé 7 8

C'est un événement unitaire impulsé par les associations de défense des établissements hospitaliers des Yvelines: de Mantes la Jolie, de Poissy, de Maisons Laffitte, de Meulan, de Sartrouville, soutenu par des syndicats, des organisations politiques, des habitants, du personnel hospitalier et de la *Coordination nationale de défense des hôpitaux et des maternités de proximité*.

Dans les Yvelines, parce que nous avons fait le double constat que l'offensive de grands groupes privés touche l'ensemble des établissements publics de santé des Yvelines et que la politique de destruction du service public de santé est orchestrée par l'Agence régionale de Santé IDF.

Parce que la santé est un enjeu de société ! Nous sommes donc tous concernés. La santé publique, la bonne couverture territoriale des soins, autant de sujets qu'il nous faut défendre. Des assises pour donner la parole aux usagers, personnels médicaux, représentants des salariés, élus locaux. C'est en faisant le lien entre le public et le personnel des hôpitaux que nous pouvons être efficaces, face à ceux qui veulent une santé à deux vitesses. C'est bien en se rencontrant et en discutant que nous pourrions proposer des solutions alternatives.

Contre la seule logique comptable imposée par l'Agence régionale de Santé (ARS). La loi Bachelot met en concurrence les hôpitaux et entraîne la privatisation des services les plus rentables. L'objectif

inavoué de cette loi est en réalité de réduire le périmètre de l'hôpital public, au profit du secteur privé au détriment des malades.

**Plans d'austérité, toutes et tous concernés !** La santé, l'action sociale, la protection sociale sont malades des plans d'austérité conduits dans une opacité totale sans jamais avoir le débat démocratique. Il est urgent d'agir ! Chaque jour, de plus en plus de gens renoncent aux soins, les droits sociaux sont bafoués, les prises en charge du handicap et de la perte d'autonomie deviennent inaccessibles.

Cet après midi du 18 janvier à Poissy est organisée de la manière suivante :

### 1. Présentation

Situation nationale des hôpitaux et l'état des lieux dans les Yvelines par chaque collectif des Yvelines

### 2. Quatre ateliers/quatre thèmes

- Urgence pour les urgences
- Médecine de ville et centres de santé -
- EHPAD (établissements d'hébergement des personnes âgées et dépendantes) et autonomie -
- Psychiatrie en danger

### 3. Synthèse et restitution : en plénière

Élaboration d'une trame revendicative qui servira de base aux actions coordonnées des collectifs de défense de l'Hôpital des Yvelines.

C'est une des étapes du « Tour de France » de la *Coordination nationale de défense des hôpitaux et maternités de proximité*...